

de *l'École des Annales* (p. 15), les parlementaires apparaissent comme réaffirmant leurs prérogatives contre les abus des ordres privilégiés (p. 27). On rappellera par ailleurs que ce n'est pas l'état-civil qui est adopté (p. 143) mais sa laïcisation, et qu'en septembre 1792 la Commune n'interdit pas les cultes religieux (p. 141), plutôt les processions et les cérémonies extérieures du culte, que ce n'est pas seulement Monaco mais tout le Comté de Nice qui est rattaché à la France (p. 162), et que Dunkerque est investie par les Anglais et non reprise par eux (p. 168), qu'au XIX<sup>e</sup> siècle ce n'est pas le parlement qui est « la grande muette » ou « l'arche sainte » mais l'armée (p.168).

Ces réserves n'empêchent pas que l'on recommande la lecture de cet ouvrage qui demeure une séduisante mise en perspective.

Annie CRÉPIN

Jacques-Olivier BOUDON (dir.), **Les provinces illyriennes dans l'Europe napoléonienne, 1809-1813**, Paris, Éditions SPM, 2015, 350 p., ISBN 978-2-917232-14-9, 24 € 99.

L'épisode est bref, mais fascinant : pendant quelques années l'Empire français s'étend de Brest à Laybach (Ljubljana), de Hambourg à Raguse (Dubrovnick), comptant plus de cent-trente départements, auxquels il fallait ajouter les sept « intendances » qui étaient créées dans cette zone montagneuse de Carinthie, Carniole, Dalmatie, Istrie, regroupée sous l'appellation commode de « provinces illyriennes ». Le terme rappelait le souvenir d'un royaume illyrien incorporé dans l'empire romain au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Ces provinces illyriennes furent fondées en 1809, lorsque l'Empire d'Autriche céda, à la suite de la bataille de Wagram et du traité de Schönbrunn, la Haute Carinthie (Villach), la Carniole, la Croatie au sud-ouest de la Save, Gorizia et Trieste, à la France. Celle-ci possédait déjà le territoire de la république de Raguse, annexée en 1808, et la Dalmatie, intégrée au Royaume d'Italie depuis 1805.

L'objectif de Napoléon, qui montre un grand intérêt pour cette opération, est complexe : briser la contrebande qui sévit sur la côte adriatique au détriment du blocus continental, ouvrir une voie terrestre pour attaquer les possessions anglaises en Orient, contrôler la Méditerranée dans son ensemble, établir des liens avec l'empire ottoman voire profiter de son démembrement jugé inévitable et attendu par la Russie comme par l'Autriche. Trois hommes, non des moindres, Marmont, Bertrand et enfin Fouché sont tour à tour envoyés dans ces provinces pour satisfaire les projets impériaux. Évidemment, la distance, la complexité de la situation locale, la diminution constante des moyens alloués et, enfin, la montée des tensions militaires ne permettent pas que l'entreprise se solde par une réussite. Même si les attaques de la flotte anglaise sont contenues, les Français ne peuvent contester sa suprématie ; même si les révoltes populaires en Carniole sont brisées, l'hostilité demeure et se réveille en 1813, expliquant pour partie que l'offensive autrichienne soit rapidement victorieuse, mettant un terme à l'annexion. Symboliquement, les forts, édifiés dans la hâte et la difficulté par les officiers et sous-officiers français, sont pris, faute de pouvoir être défendus mais sont aussitôt réoccupés par les Autrichiens capables d'armer ces bâtiments fort utiles. La brièveté de l'occupation n'a pas été pourtant sans conséquences durables et marquantes : construction de routes (la fameuse route Napoléon qui longe la côte demeure essentielle), établissement de douanes, ouvertures d'écoles en langue slave, notamment en slovène, sans parler des mémoires de combattants. L'intervention rompt donc avec le

tissu des souverainetés féodales qui tenaient leurs pouvoirs de Constantinople, comme avec les liens verticaux établis avec la cour de Vienne. Elle remet en cause aussi radicalement la mosaïque des langues, religions et origines ethniques, permettant au passage l'éveil de revendications nationales. On regrettera que la prise en considération de la diversité des peuples n'ait pas été étendue aux minorités juives et grecques. Le retour de l'Autriche ne rétablit pas la situation antérieure, la rupture napoléonienne est irrémédiable.

Ce colloque qui se tenait dans le cadre du bicentenaire de la naissance de ces provinces a ainsi réuni, autour de l'Institut Napoléon, des spécialistes venus d'Autriche, de Serbie, de Croatie, de Slovénie, du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine pour dresser ce tableau équilibré de ce moment particulier qui a, là comme ailleurs, précipité sans l'avoir cherché, des peuples dans la modernité politique au travers de la guerre et de l'occupation militaire.

Jean-Clément MARTIN

Gilles FEYEL (dir.), **Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799. La presse départementale tome IV**, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII<sup>e</sup> siècle, Ferney-Voltaire, 2014, 507 p., ISBN 978-2-84559-107-3, 220 €.

S'inscrivant dans l'entreprise dirigée par Gilles Feyel qui devrait s'achever par la publication de deux derniers volumes entre 2015 et 2016, ce volume est largement consacré à l'inventaire et l'étude de la presse d'Aquitaine (Anne de Mathan et Yvan Coulon) et, dans une moindre mesure, à celle de Corse (Vanessa Alberti). Si les différents départements du Sud-Ouest (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Basses Pyrénées) ont vu naître 71 journaux, la Corse n'en possède que deux, éphémères et publiés à Bastia (la *Gazzetta Corsa* qui répond aux besoins de la propagande anglaise entre 1795 et 1796 et le *Giornale patriottico di Corsica* rédigé par Filippo Buonarroti). Moins densément peuplée (1,8 million d'habitants au recensement de 1806) l'Aquitaine détient ainsi la palme de la presse provinciale, d'où l'importance de ce volume. On peut ainsi constater la concentration des journaux autour de Bordeaux (55 feuilles sur 71 y sont publiées), le port de l'Atlantique jouant un véritable rôle d'animation (77 % de l'ensemble aquitain) dans la diffusion des quotidiens aussi bien littéraires et commerciaux que d'information et d'opinion (cette catégorie regroupant 58 % de l'ensemble). Avec ses 110 000 habitants qui en font la troisième cité de France, Bordeaux s'impose dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle comme une capitale administrative, économique, pédagogique et culturelle dans la France des Lumières, une position qui se renforce encore pendant la période révolutionnaire. Le dynamisme de la presse témoigne autant de l'acuité des dynamiques et des conflits politiques que de l'effervescence intellectuelle, commerciale et économique de la cité atlantique : 19 journaux (annonces, feuilles maritimes...) sont ainsi spécialement destinés aux professionnels de la mer, commerçants et marins.

Avec une majorité de quotidiens, une des spécificités de la presse bordelaise semble être la longévité des titres qui parviennent à survivre aux conflits politiques et à perdurer pendant toute la période : créé en 1784, le *Journal de Guyenne, dédié à Monsieur le maréchal Duc de Mouchy* (dont le titre a évolué) survit ainsi jusqu'au Directoire, période qui voit triompher un véritable pluralisme de la presse (avec le développement d'une presse contre-révolutionnaire et néo-jacobine). Là encore, les journalistes jouent donc un rôle central dans la vie politique locale, plusieurs d'entre eux payant de leur vie leur

